



LUXFER : Démantèlement illégale, 160 licenciements, l'état complice !

LUXFER nous trahi et l'état s'en rend complice. Celui à qui nous avons tant donné, nous assassine.

LUXFER a décidé de sacrifier son unique site en France voilà un an. Un fleuron industriel, ex-PECHINEY, ancienne entreprise d'état. La fermeture de cette usine très rentable a été permise par les lois Travail du gouvernement Hollande et Macron. Sans aucun fondement et sans problème économique, la fermeture de cette usine a pour unique but d'augmenter le profit des actionnaires.

En effet, l'usine de Gerzat étant la seule usine du monde à proposer des bouteilles de gaz haute pression de très haute qualité pour nos pompiers, nos hôpitaux et nos malades LUXFER profite de sa position de monopole pour baisser la qualité de ses produits et augmenter ses prix de vente.

Les acheteurs finaux de nos produits sont majoritairement les états dont l'état Français (Assistance respiratoire pour les hôpitaux, Oxygénothérapie remboursée par la sécu, les ARI des pompiers, etc...).

La destruction du bassin de l'emploi avait aussi pour but de permettre à des sociétés comme BlackRock ou BNP de faire du profit à court terme en spéculant sur notre plan de licenciement.

LUXFER dans l'illégalité :

Aujourd'hui pour ne pas respecter ses obligations de revitalisation du bassin de l'emploi, **LUXFER décide de faire détruire l'outil de travail dans la plus parfaite illégalité.** Ce qui empêchera de recréer de l'emploi sur le bassin Gerzatois.

Pourtant, la situation des emplois industriels est critique dans le département avec 239 licenciements à la SEITA, 85 chez Flowserve, 136 chez LUXFER, 70 chez DIETAL (Peut-être 140 de plus prochainement), 47 chez les ACC, 96 chez Bourdon, 207 chez MSD, sans compter les milliers d'emplois supprimés chez Michelin ces dernières années !

L'état complice ! :

L'état sensé aider le pays à se revitaliser, se place aujourd'hui du côté des financiers qui ferment leur dernière usine Française ! Le Ministère de l'économie et des finances n'a pas voulu utiliser les leviers juridiques dont il dispose pour stopper cette mascarade. Il laisse LUXFER détruire un secteur industriel illégalement.

Après 2 réunions début 2019, la préfète du Puy de Dôme ne fait plus les comités de revitalisation de l'usine de Gerzat. Après un an de demande, toujours aucune réponse. Le président de Région, lui aussi ignore les salariés de LUXFER malgré de nombreuses demandes.

Pourtant un véritable projet de revitalisation existe ! Ce projet construit par des salariés, des experts techniques et comptables est viable mais ne rencontre aucune aide de qui que ce soit !

Pire encore, lors d'une négociation avec LUXFER, notre direction nous a indiqué qu'il avait reçu des consignes du Ministère de l'économie et des finances de ne pas permettre à ce projet de voir le jour. L'état nie, nous ne savons plus que croire !

Du CICE encore et toujours ! :

Toujours et toujours plus de cadeau au patronat ! LUXFER a touché du CICE les années du plan de licenciement (pour fermeture définitive) et risque de continuer à en toucher ! Ce crédit d'impôt sensé servir à investir et créer de l'emploi, continu à être versé à LUXFER même après qu'il décide de quitter le pays ! L'état précise que ce crédit d'impôt d'une valeur de **250 000€ par an** est versé sans condition et qu'il ne peut être remboursé à l'état !

Des pratiques monstrueuses ! :

LUXFER au-delà de toutes ses magouilles financières a décidé de se comporter comme un tortionnaire, poussant au bout de leur force les salariés.

Notre direction anglaise venait sur les postes de travail pour dire aux salariés « **Vous ne vous êtes pas donné les moyens de réussir dans la vie, c'est normal que vous soyez licenciés** », « **Contrairement à nous les dirigeants, en tant qu'ouvriers vous ne vous êtes pas donnés les moyens d'entretenir correctement votre famille** » etc... pour tenter de faire craquer les salariés. Ils ont fait venir **des « gardes du corps » non assermentés qui suivaient les représentants du personnel** dans Gerzat pour leur mettre la pression.

Ils ont monté plusieurs fausses accusations diffamatoires **pour tenter de faire licencier les salariés pour faute lourde** afin de ne pas payer leur indemnité de licenciement !

Nous annonçons donc l'occupation de l'usine de Gerzat jusqu'à ce que l'état sauve cette usine et fournisse des explications ! Toute aide est la bienvenue !

